

Air Canada

La présidente suppléante (Mme Champagne): Questions ou observations?

M. Grisé: Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement les observations de mon collègue, le député de Prince-Albert (M. Hovdebo). Une fois de plus, je me demande ce qu'il y a de neuf.

M. Keeper: Vous êtes convaincu.

M. Grisé: Le député a été très persuasif, madame la Présidente, notamment lorsqu'il a relié la privatisation d'Air Canada au libre-échange et lorsqu'il a dit que cela aurait un effet sur le libre-échange. J'en doute. Le député disait que la privatisation d'Air Canada augmenterait notre dépendance à l'égard des États-Unis. Je ne vois pas comment il peut relier les deux.

[Français]

Également, lorsqu'il parle de déréglementation dans d'autres domaines et qu'il dit que cela a un effet excessivement négatif sur l'unité canadienne, sur notre souveraineté canadienne, comment se fait-il, madame la Présidente, que nous n'avons pas perdu?

[Traduction]

Lorsque nous avons privatisé Canadair, nous l'avons vendu à Bombardier, mais je ne pense pas que cela ait nuit à notre souveraineté. Le député pourrait demander aux travailleurs de Bombardier à Montréal s'ils ont perdu leur souveraineté. Je ne pense pas. J'ai hâte d'entendre ce que le député a à dire là-dessus.

Le député disait que la société aérienne nationale pourrait éliminer certains services. Il a dit qu'en raison de la privatisation elle cesserait d'être une société nationale. Je pourrais demander au député ce qu'il pense des Lignes aériennes Canadien International. En ce qui me concerne, c'est une compagnie privée. Et Wardair? Le député devrait la connaître mieux que moi. Il vient de l'Ouest où Wardair a son siège social. Est-ce que les gens qui travaillent pour Wardair ont cessé d'être Canadiens? Perdent-ils leur souveraineté? Il disait que ce n'était pas bon pour l'économie et que des gens allaient perdre leur emploi. Il disait que la déréglementation est pernicieuse.

M. Belsher: C'est la raison d'être du parti néo-démocrate.

M. Grisé: Naturellement que c'est la raison d'être des néo-démocrates. Ils sont si rationnels et si démocrates, madame la Présidente, que leur chef, lors d'une conférence de presse à 15 heures cet après-midi, a imposé un candidat dans la circonscription de Chambly, que je suis fier de représenter, mais c'est un candidat qui n'habite même pas dans la circonscription. La population n'a pas été consultée. Les néo-démocrates ont décidé cet après-midi, au nom de la grande démocratie du Canada, d'imposer aux Canadiens de la grande circonscription de Chambly un candidat de l'extérieur. Le député peut dire à son candidat et à son chef que nous aurons de bonnes nouvelles pour eux aux prochaines élections.

• (1640)

Je voudrais maintenant revenir à la privatisation d'Air Canada. Le NPD prétend que ces gens perdront leurs emplois. Les députés néo-démocrates n'ont-ils pas confiance en ceux qu'ils appellent des Canadiens ordinaires et que nous appelons de grands Canadiens, les employés d'Air Canada? Ceux-ci sont fiers de travailler pour cette société et ils se réjouissent de la privatisation d'Air Canada parce qu'elle leur permettra d'améliorer leur flotte et d'avoir accès à d'autres marchés, ce qui fera augmenter le chiffre d'affaires et le nombre d'emplois. Je voudrais que le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) commente ce que je viens de dire.

M. Hovdebo: Madame la Présidente, il est évident que le député est un peu déconcerté et qu'il est incapable de riposter à mes arguments. Pour discuter de démocratie, il a dû parler de sa circonscription. Je sais que le Nouveau parti démocratique ne permet pas qu'un candidat se présente dans une circonscription donnée sans l'assentiment des membres locaux du parti. Il y a eu un congrès public.

Le député a voulu tirer une conclusion concernant la privatisation, la déréglementation et la souveraineté. Mes arguments se rapprochent beaucoup de ses observations. En fait, celles-ci viennent appuyer mon raisonnement.

Nous avons ici un processus de déréglementation, qui permet la privatisation et l'américanisation, qui est synonyme de libre-échange. L'américanisation, la déréglementation et la privatisation, c'est ce que le gouvernement est en train d'imposer aux Canadiens. Il le fait peu à peu, et la privatisation de cette société n'est qu'une des étapes du processus.

La déréglementation des transports était une autre étape. Si l'industrie américaine des transports l'avait permis, les sociétés américaines de transports auraient envahi le Canada, mais elle ne voulait pas se soumettre à la réglementation qui existe actuellement dans notre pays. Par conséquent, le Canada a entrepris un processus de déréglementation qui ouvrira la porte à l'industrie américaine des transports.

Les Américains étaient prêts à prendre en charge l'industrie canadienne des transports avant de faire marche arrière parce qu'ils ne voulaient pas perdre le *Jones Act*. Nous avons eu de la chance. Bien que nous ne puissions pas donner le même conseil aux négociateurs canadiens, nous avons eu de la chance que l'industrie des transports des États-Unis ne veuille pas perdre le *Jones Act*.

Le député a parlé de la confiance des Canadiens ordinaires. Nous croyons que les Canadiens ordinaires ont confiance dans leur pays. Ils n'ont pas besoin des États-Unis pour bâtir la meilleure économie du monde. Ils peuvent le faire eux-mêmes. Nous n'avons pas besoin des États-Unis pour nous aider à bâtir la meilleure économie. Nous n'avons pas besoin d'un accord de libre-échange qui leur permettra de s'emparer de nos industries et de notre production.

M. Grisé: Et le Pacte de l'automobile?